Chambre des Représentants.

Séance du 17 Décembre 1889.

Prorogation de l'article 1^{er} des lois du 12 avril 1835 et du 24 mai 1882 concernant les péages sur les chemins de fer de l'État et sur les chemins de fer concédés.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

Messieurs,

L'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1835, qui autorise le Gouvernement à régler les péages sur les chemins de fer de l'État, a été successivement prorogé par plusieurs lois dont la dernière est celle du 16 juin 1887. Elle cesse ses effets au 1^{er} juillet 1890.

De même, la loi du 24 mai 1882, permettant au Gouvernement d'autoriser conditionnellement des dérogations aux clauses des cahiers des charges des concessions de chemins de fer, a été prorogée jusqu'au 1er juillet 1890.

J'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet de loi portant prorogation, jusqu'au 1er juillet 1893, tant de l'article 1er de la loi du 12 avril 1835 que de l'article 1er de la loi du 24 mai 1882.

Les considérations qui ont déterminé en 1887 la prorogation de la loi de 1835 n'ont pas cessé d'exister.

Le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, J. VANDENPEEREBOOM.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venix, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes,

Nous avons arrêté et arrêtons:

Notre Ministre des Chemins de ser, Postes et Télégraphes présentera, en Notre Nom, à la Chambre des Représentants, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

L'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1835 (Bulletin officiel, n° 196), concernant les péages sur les chemins de fer de l'État, et l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1882 (Moniteur n° 145), qui permet au Gouvernement d'accorder conditionnellement des dérogations aux clauses des cahiers des charges des concessions de chemins de fer, sont prorogés jusqu'au 1^{er} juillet 1893.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 1889.

LEOPOLD.

PAR LE ROI:

Le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes,

J. VANDENPEEREBOOM.